Quelle stratégie de sortie de la guerre ?

Khemaies JHINAOUI

Président-Fondateur du Conseil tunisien des relations internationales Ancien Ministre des Affaires étrangères de la République de Tunisie, Tunis - Tunisie

En lançant son « opération spéciale » en Ukraine, le Président Poutine se montrait assez évasif sur les objectifs. Il affirmait le 25 février 2022 qu'il s'agissait de protéger les ressortissants russes au Donbass, à Lougansk et Donetsk. Le Kremlin cherchait, dit-il, à « démilitariser » et « dénazifier » l'Ukraine. Il n'avait pas précisé la durée de l'opération ni les conditions d'un cessez-le-feu !

Alors que nous entamons aujourd'hui la deuxième année d'hostilités, aucune percée significative n'a été réalisée de part et d'autre sur les principaux fronts. Moscou a annoncé formellement l'annexion de quatre régions ukrainiennes (Donetsk, Lougansk, Kherson et Zapparogia) mais continue à subir des pertes importantes en hommes et en matériel et n'arrive pas à remporter une victoire décisive sur la résistance ukrainienne. Kiev, de son côté, soutenu politiquement et logistiquement par l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), les Etats-Unis et l'Europe démontre une volonté sans faille à combattre l'envahisseur et arbore sa détermination à récupérer les territoires perdus depuis le 24 février 2022 et même à chasser les forces russes de la Crimée annexée par Moscou en 2014. Tous les indices concordent pour confirmer que ce conflit risque encore de durer assez longtemps, tant que la diplomatie reste absente et les deux parties n'ont pas atteint les objectifs politiques et militaires qu'ils se sont assignés. En dépit de quelques tentatives de méditation initiées par la Turquie, aucune démarche diplomatique sérieuse n'a été entamée pour obtenir un cessez-le-feu et entamer des négociations en vue d'un règlement pacifique du conflit.

Près d'un an après le déclenchement de l'opération militaire russe contre l'Ukraine, quelles sont donc les évolutions possibles de ce conflit ?

D'un côté, on constate un soutien massif de l'Union européenne (UE) et des Etats-Unis à Kiev et des difficultés logistiques et tactiques des forces armées russes qui peinent à réaliser de véritables percées sur le front. De l'autre, l'économie russe résiste aux

sanctions. Les instances de l'Organisation des Nations Unies (ONU), notamment le Conseil de sécurité, semblent être bloquées et sont incapables de statuer sur le conflit. La Chine et l'Inde accordent un soutien mesuré à Moscou alors que plusieurs pays d'Afrique et d'Amérique latine penchent plutôt en faveur de la Russie à la surprise des chancelleries occidentales.

De l'avis général, la Russie qui a décidé de mobiliser 300.000 réservistes et a mis d'importantes ressources à la disposition de l'armée semble déterminée à sortir victorieuse du conflit. Elle n'acceptera nullement la défaite et a réitéré sa détermination d'user de tous les moyens à sa disposition pour atteindre ses objectifs militaires comme politiques et prévaloir dans le bras de fer qui l'oppose à l'Occident.

Quatre scénarios possibles !

Très brièvement, on peut envisager quatre scénarios d'une évolution possible de la guerre en cours :

1. La Russie remporte une victoire militaire décisive et confirme l'intégration des territoires ukrainiens dans la Fédération de Russie. Ce scénario consisterait en une série de succès militaires à partir de la fin de l'hiver 2023. Les annexions illégales dans l'Est seraient consolidées. L'objectif stratégique de la Russie serait ainsi atteint : disposer d'une zone tampon avec l'OTAN. L'Ukraine rejette bien évidemment un tel scénario et continue de solliciter l'appui de la Communauté internationale pour récupérer ses territoires, y compris la Crimée. Selon cette hypothèse, un cessez-le-feu serait envisageable mais le conflit resterait entier en état de gel à l'instar de nombreux conflits chroniques dans plusieurs régions du monde (Chypre, Péninsule Coréenne, etc.)

Ce scénario suppose toutefois le maintien des cours en vigueur et des exportations des produits énergétiques russes vers l'Asie ; une mobilisation des réseaux diplomatiques russes pour montrer que le pays n'est pas isolé, un appui plus marqué de la Chine, un essoufflement de l'appui des gouvernements les plus favorables en Europe à l'Ukraine, notamment en Europe du Nord qui vont connaître des élections générales qui peuvent faire basculer l'opinion publique dans ces pays contre la guerre (législatives finlandaises en février 2023) et en Pologne (élections générales à l'automne 2023). De même on peut s'attendre à une fragilisation du leadership du Président Zelensky à l'approche des élections législatives de l'automne 2023 sous la pression des mouvements pour « la paix ». Un tel scénario serait aussi davantage favorisé par une crise à Taïwan ou au Moyen-Orient qui absorberait l'attention des Etats-Unis, déjà fortement polarisés sur des questions de politique intérieure.

3. L'Ukraine, forte du soutien occidental et surtout des Etats-Unis et de l'OTAN poursuit son offensive. L'Occident enfonce la Russie dans une guerre d'usure. Exacerbée, la Russie augmente sa puissance d'attaque (et elle en dispose) et apporte des dommages colossaux à l'infrastructure ukrainienne. Les risques de débordement du conflit en dehors du territoire ukrainien devient, dans ce cas, très plausible. Moscou, frustrée par la durée de la guerre et l'absence d'une solution diplomatique prenant en considération ses objectifs politiques et stratégiques, utilisera tous les moyens en sa possession (emploi de l'arme électromagnétique, l'arme nucléaire ou toute autre arme tactique)

Published in : Sous la direction de Roger K. KOUDÉ (dir.), *La guerre russo-ukrainienne : enjeux et perspectives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005434, doi : 10.17184/eac.9782813005434

pour atteindre ses objectifs. L'Occident réagira avec force à tout usage d'armes de destruction massive. Les risques de débordement et d'une conflagration deviennent, dans ce cas, réels.

4. L'Ukraine, massivement soutenue par l'occident, finit par récupérer une grande partie de son territoire occupé par l'armée russe et insiste pour chasser les troupes russes en dehors du territoire ukrainien. Scénario peu réaliste face à la détermination russe et son armada militaire : son éventuelle réalisation devra inéluctablement,positionnement russe sur l'échiquier régional et mondial. Un scénario extrémiste et donc peu réaliste, compte tenu des rapports de force sur le terrain.

5. Le scénario le plus optimiste est qu'en tout état de cause, et malgré les postures belliqueuses des deux camps, russe et occidental, aucune partie n'a intérêt à ce que le conflit s'enlise et déborde en dehors du périmètre russo-ukrainien. Les Américains et les Russes, les maîtres du jeu du conflit – qui sont toujours en contact – finiront par trouver la formule adéquate qui permettrait à la Russie affaiblie et désormais encerclée par l'OTAN de sortir de la guerre en donnant l'impression d'avoir atteint les objectifs qu'elle s'est assignés avant le déclenchement des hostilités. L'Ukraine, le maillon faible de l'équation, ne pourra nullement récupérer la Crimée désormais intégrée dans le territoire russe. Elle finira dans les meilleures hypothèses de se contenter d'un statut hybride des provinces annexées par Moscou, leur donnant « @une certaine autonomie tout en les gardant sous la souveraineté ukrainienne@. » Il s'agit là d'une option optimiste qui rappelle les Accords de Minsk, mais difficilement réalisable dans le contexte actuel dominé de tous bords par les partisans du « va-t'en guerre ».

Face au blocage du Conseil de sécurité, la diplomatie doit reprendre son rôle pour parvenir à un cessez-le-feu et encourager les belligérants à s'asseoir autour d'une table de négociation pour trouver une piste de sortie de la crise. Trois questions fondamentales se posent, toutefois, dans le cadre de cette hypothèse :

- Qui pourrait assumer ce rôle de médiation aujourd'hui et dans quelles conditions ? La Turquie entretenant de bons rapports avec Moscou et Kiev et ayant parrainé l'Accord sur la levée du blocage contre les exportateurs des céréales à partir des ports ukrainiens en Mer Noire (juillet 2022 et prolongé en novembre). Mais a-t-elle vraiment les moyens pour assumer ce rôle ?
  La Chine qui a toujours adopté une position équilibrée sur la crise en se déclarant comprendre les motivations de l'action russe en février 2022, sans pour autant entériner complétement les thèses de Moscou ni justifier son recours à la force contre son voisin. Le Conseiller d'Etat et ancien ministre des Affaires Etrangères Wang Yi vient d'annoncer la conférence annuelle sur la sécurité à Munich (18 février 2023) que son pays envisage de proposer une initiative de paix pour obtenir un cessez-le-feu. Il s'est d'ailleurs déplacé directement de Munich à Moscou pour sonder la réaction russe à ce sujet.
  L'Inde, qui a pratiquement des positions similaires mais dont les intérêts en Ukraine sont limités. Ou l'Iran, allié de Moscou qui lui a fourni plusieurs lots de drones redoutables, ayant joué un rôle déterminant dans la destruction des infrastructures ukrainiennes.

Published in : Sous la direction de Roger K. KOUDÉ (dir.), *La guerre russo-ukrainienne : enjeux et perspectives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005434, doi : 10.17184/eac.9782813005434

- Les deux parties sont-elles prêtes à observer une pause dans leur hostilité et opter pour un règlement pacifique du conflit ? Il est difficile de répondre aujourd'hui à cette question. Les deux parties se trouvent au milieu d'une guerre qu'elles cherchent par tous les moyens à gagner, à travers l'occupation ou la libération de territoires, pour être en position de force le jour où les négociations de paix vont commenceront. Leur attitude vis-à-vis de toute initiative tendant à mettre fin aux hostilités dépendra de facteurs militaires et logistiques, politiques (la fatigue de l'opinion publique). Mais sont-elles libres, notamment l'Ukraine, de leur mouvement ?
- Quelle serait la formule qui serait acceptée par les deux belligérants et surtout par l'Ukraine ? On peut difficilement imaginer la Russie reculer ou revenir sur des acquisitions territoriales qu'elle a réalisées par la force depuis 2014. L'Ukraine sortira-t-elle donc perdante de ce conflit ?
  Elle a perdu définitivement la Crimée, désormais intégrée à la Russie et le sort du Donbass et Lougansk fera l'objet des négociations de paix, selon une formule magique à trouver qui permettra aux deux parties de sortir de cette guerre avec la vraie-fausse impression de l'avoir gagnée.
  Il est par conséquent difficile, à ce stade du conflit où la tendance est plutôt vers l'escalade, que la diplomatie puisse prévoir une formule de sortie de crise à ce conflit meurtrier…

Published in : Sous la direction de Roger K. KOUDÉ (dir.), *La guerre russo-ukrainienne : enjeux et perspectives*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813005434, doi : 10.17184/eac.9782813005434